

## Votez POUR le rapport d'activité fédérale départementale !

POUR le rapport d'activité fédérale départementale

De 2010 à 2012, la situation sociale, économique et politique n'aura cessé de se dégrader. Notre département est gravement atteint par cette crise structurelle liée aux spéculations financières et à une attaque déterminée contre les solidarités sociales héritées des idéaux du Conseil National de la Résistance. Le modèle économique prôné par les patronats et le régime politique sortant a pris pour cible le coût du travail, donc les salaires et les cotisations sociales. Ce modèle économique, sur lequel l'Europe - encore aujourd'hui - continue de se construire, entend imposer l'austérité aux peuples, préférant la spirale d'un chômage structurel à la recherche de solutions pour effacer ses propres dettes. La crise actuelle a des répercussions graves sur notre tissu industriel. La « navale » et ses sous-traitances, la filière gaz du Grand Port de Nantes/Saint-Nazaire, l'aéronautique, la construction, l'électronique, le bâtiment, l'agroalimentaire, entre autres, sont dans la tourmente. Les services publics sont bien entendus aussi gravement atteints. La RGPP a réduit la voilure de l'État, détruit des emplois, fait disparaître par privatisation induite des missions. La souffrance au travail gagne partout du terrain. La précarité est partout (logement, santé...) et l'Europe, la France, la Loire-Atlantique voient croître la pauvreté. La « crise » fragilise en premier lieu le devenir des jeunes. Les femmes, au travail ou non, y sont particulièrement exposées. Les retraités sont encore comprimés et taxés comme s'ils étaient des « niches » fiscales. Pourtant ce n'est pas une fatalité !

En Loire-Atlantique, la FSU est reconnue par les autres composantes syndicales, comme participant d'un syndicalisme interprofessionnel, ouvert sur des préoccupations de société, cherchant à solidariser les démarches du secteur public et celles relevant du droit commun du Code du Travail. C'est la logique portée majoritairement par le courant Unité et Action dans notre département. Si nous voulons participer d'une reconstruction et d'une réunification syndicale, il est nécessaire de nous impliquer dans les mobilisations sociales avec l'ensemble des salariés, retraités, jeunes et privés d'emploi. La FSU, pour peser dans le débat public, doit demeurer inscrite dans le mouvement voulu à sa création, il y a 20 ans. Notre rapport d'activité veut témoigner de cette recherche, par principe se voulant active, des conditions de l'unité à l'interne, comme à l'externe, pour agir et créer des rapports de forces élargis, tenter de façonner et non pas subir nos destins.

### L'indépendance syndicale

Le courant U&A n'est pas dans le syndicalisme d'accompagnement. Nous avons lutté sans déroger contre le régime balayé dans les urnes au printemps 2012. Le débat dans Unité et Action a conclu à la nécessité, localement, de dire publiquement qu'il ne fallait pas jouer la politique du pire. Nous avons donc considéré qu'appeler à battre le candidat-président sortant était une première condition pour ouvrir le champ des possibles d'un renouveau social. Et en même temps, nous avons indiqué que si les logiciels et la technostructure du « prêt à penser » libéral restaient inchangés, l'alternance politique en serait gravement atteinte. Nous sommes aujourd'hui à cette « croisée » des chemins politiques où le gouvernement nouveau, après être revenu sur des éléments de contre-réformes, a décidé de s'inscrire dans la « règle d'or » des gestionnaires de l'Europe, qui mène au dumping social. Tout en ne souhaitant pas l'échec de ce gouvernement, le courant U&A dénonce

le manque d'ambition pour l'Université, le maintien de la RGPP dans presque tous les secteurs, sauf dans l'Éducation nationale, le premier degré plus spécifiquement. Jusqu'où ira, dans un cadre « austéritaire », la « Refondation de l'École », avec quelles conséquences sur les conditions de travail des enseignants, quelles améliorations pour les élèves ? Nous nous opposons fortement à la régionalisation de Pôle Emploi, à une conception totalisante de la décentralisation portée par la Région qui veut ignorer la montée croissante des inégalités sur nos territoires. Le syndicalisme c'est d'abord l'indépendance et l'absence de complaisance pour porter des propositions et des exigences sociales.

Répartir et organiser les responsabilités entre la fédération et les syndicats nationaux

Il existe un débat récurrent dans la FSU où il convient de trouver un en les prérogatives des syndicats nationaux et la nécessité de renforcer le fédéralisme pour mieux servir l'unité à l'interne. Nous avons choisi dans notre département d'avoir principalement un fonctionnement fédéral nourri par l'intersyndicale des SN de l'éducation qui travaillent ensemble, et ceux des syndicats des autres secteurs qui sont en général multi-catégoriels. Cette manière de faire dégage des espaces réellement fédéraux, tournés vers l'intérêt général, autant dans nos débats de bureaux que de conseils fédéraux. Il en va là d'une originalité de notre section départementale rendue possible par un accord tacite des syndicats de l'éducation nationale qui ne monopolisent pas l'espace des débats fédéraux. Nous avons cette originalité d'avoir plusieurs syndicats et militant-e-s « hors éducation » (SNUTEFI, SNE, SNETAP...) et un secteur « retraités » très actifs qui nourrissent nos réflexions, apportent à la diversité et l'originalité de notre section. Le courant U&A départemental participe de cette vision dans les sections locales.

Pour le courant U&A : *Didier Hude, Céline Pella, Marcel Le Bronze, Sylvie Pouyon, Yves Castel, Françoise Lanis, Jean-Claude Lucas, Anne Mesnier, Thierry Le Bihan, Nadia Guissagaits, Bernard Camélio, Bernard Colou, Thierry Flora...*

**Les tendances UA et ÉÉ ont estimé qu'il était possible d'avoir une expression commune sur le rapport d'activité départemental.**

Pour la lire consulter la page du site FSU 44 : [www.fsu44.org](http://www.fsu44.org)